



**APPEL AU MARCHÉ : AM003852**

**ADDENDA 04**

**Services spécialisés**

**CÔTE-NORD / MANIC OUEST  
Services de déneigement Centre de services partagés  
Hydro-Québec**

**CLAUSES PARTICULIÈRES**

**Novembre 2022**

## Table des matières

ANNEXES .....	1
<b>1 DÉFINITIONS.....</b>	<b>2</b>
<b>2 OBJET DU CONTRAT.....</b>	<b>2</b>
2.1 ÉTENDUE DES SERVICES .....	2
2.1.1 Exigences particulières pour les installations du Centre de services partagés (CSP) .....	2
2.2 SERVICES SUR DEMANDE .....	3
2.2.1 Exigences particulières de la Vice-présidence Réseau de Distribution (VPRD) .....	3
2.2.2 Exigences particulières d'Hydro-Québec Technologies de l'information et des communications (Télécom) .....	3
<b>3 DURÉE DU CONTRAT .....</b>	<b>3</b>
<b>4 PROGRAMME DES TRAVAUX .....</b>	<b>4</b>
4.1 AVIS D'HYDRO-QUÉBEC AU FOURNISSEUR AVANT LE DÉBUT DES SERVICES .....	4
4.2 RÉUNION DE DÉMARRAGE .....	4
4.2.1 Réunion visite des installations.....	4
4.2.2 Réunion de coordination et de suivi.....	4
<b>5 EMPLACEMENT DES SERVICES .....</b>	<b>5</b>
<b>6 REPRÉSENTATANTS DES PARTIES ET COMMUNICATION .....</b>	<b>5</b>
6.1 COMMUNICATION ENTRE LE FOURNISSEUR ET HYDRO-QUÉBEC.....	5
6.2 ADMINISTRATION DU CONTRAT .....	5
<b>7 DISPONIBILITÉ .....</b>	<b>6</b>
7.1 APPEL DE SERVICES D'URGENCE .....	6
<b>8 PERSONNEL DU FOURNISSEUR .....</b>	<b>6</b>
<b>9 ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>6</b>
9.1 EXIGENCES GÉNÉRALES .....	6
9.2 COMMUNICATION DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES DU FOURNISSEUR À SES EMPLOYÉS.....	6
9.3 REPRÉSENTANT ENVIRONNEMENT DU FOURNISSEUR .....	6
9.4 DÉNEIGEMENT.....	7
9.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT .....	7
9.6 MOTEUR AU RALENTI DES VÉHICULES .....	7
9.7 MATIÈRES DANGEREUSES .....	7
9.8 MATIÈRES RÉSIDUELLES .....	7
9.9 ENTRETIEN ET RAVITAILLEMENT DES ÉQUIPEMENTS .....	8
9.10 URGENCE ENVIRONNEMENTALE ET REJETS ACCIDENTELS DE CONTAMINANTS.....	8
9.10.1 Généralités.....	8
9.10.2 Définition .....	8
9.10.3 Prévention .....	8
9.10.4 Trousses d'intervention.....	9
9.10.5 Intervention .....	9
9.10.6 Renseignements à communiquer .....	9
9.10.7 Imputabilité des coûts .....	9
9.10.8 Fiches signalétiques .....	9
9.11 BRUIT.....	10
9.12 PROPRIÉTÉ DU SITE DES TRAVAUX ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX .....	10
9.13 CONTRAINTES PARTICULIÈRES.....	10
9.14 SITES AUTORISÉS DE DISPOSITION DE NEIGES USÉES.....	10

## Table des matières

9.15	PROTECTION DES ZONES SENSIBLES.....	10
<b>10</b>	<b>SANTÉ ET SÉCURITÉ.....</b>	<b>11</b>
10.1	CAPSULE « ACCUEIL DES ENTREPRENEURS ».....	11
10.2	SÉCURITÉ DES PERSONNES EN COURS DE PRESTATION.....	11
10.3	ACCIDENT AU TRAVAIL.....	11
10.4	VISTE DES LIEUX.....	11
10.5	SIMDUT.....	12
10.6	PROGRAMME DE PRÉVENTION .....	12
10.7	ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI).....	12
10.8	SÉCURITÉ LIÉE À L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS LOURDS .....	12
10.8.1	Protection des personnes .....	12
10.9	NON-CONFORMITÉ (NC) SST.....	12
<b>11</b>	<b>SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS D'HYDRO-QUÉBEC.....</b>	<b>12</b>
11.1	ACCUEIL DU FOURNISSEUR.....	12
11.2	MODALITÉS D'ACCÈS AUX LIEUX DES TRAVAUX .....	13
11.3	VÉRIFICATION SÉCURITAIRE D'HYDRO-QUÉBEC .....	14
11.4	SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS .....	14
<b>12</b>	<b>RÉMUNÉRATION DES SERVICES.....</b>	<b>14</b>
12.1	PRIX DE SERVICES À FORFAIT .....	14
12.1.1	Abrasif.....	15
12.2	PRIX DE SERVICES SUR DEMANDE .....	15
12.3	VARIATION DE QUANTITÉ .....	15
12.3.1	Exigences particulières CA La Tuque et CD Alma .....	16
12.4	ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAU PRIX.....	16
12.5	MONTANT PROVISIONNEL .....	16
12.6	AJUSTEMENT DE PRIX DU CARBURANT.....	16
12.7	AJUSTEMENT ACCUMULATIONS SAISONNIÈRES .....	17
12.8	PRIX POUR APPELS DE SERVICES D'URGENCE.....	17
12.8.1	Précision pour les travaux sur demande de la VPRD .....	18
12.8.2	Précision pour les travaux sur demande de la Télécom (TIC) .....	18
<b>13</b>	<b>FACTURATION.....</b>	<b>18</b>
13.1	FRÉQUENCE .....	19
13.2	PAIEMENT .....	19
13.3	RETENUE EN CAS DE DÉFAUT DU FOURNISSEUR.....	19
<b>14</b>	<b>GESTION DE LA QUALITÉ.....</b>	<b>20</b>
14.1	DROIT DE GÉRANCE D'HYDRO-QUÉBEC.....	20
14.2	NON-CONFORMITÉS ET DÉFICIENCE .....	20
<b>15</b>	<b>SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>21</b>

## **ANNEXES**

**Annexe 1** – Répertoire des installations – Lots – CSP - Déneigement

**Annexe 2** - Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes – Ressource externe (Autorisation et consentement)

**Annexe 3** – Grille des risques – Santé et sécurité au travail

**Annexe 4** – Exemple de facture

**Annexe 5** – Formulaire pour travaux sur demande

**Annexe 6** - Formulaire engagement du fournisseur

**Annexe 7** – 2015 – Liste des lieux d'élimination de neiges usées autorisés

**Annexe 8** – Aide-mémoire pour l'entrepreneur - Déneigement

**Annexe 9** – Formulaire – Accueil des travailleurs

**Annexe 10** – Catégories et classes des véhicules – Parc en commun auto-partage

**Annexe 11** – Panneau de signalisation – Parc en commun auto-partage

**Annexe 12** – Listes des stations automatiques par régions pour les données de précipitations saisonnières

## 1 DÉFINITIONS

**Installation** : Lieu physique où les travaux et services du fournisseur sont requis. Peut être également appelé lieu, site, emplacement ou bâtiment d'Hydro-Québec.

**Saison** : Période débutant au début des précipitations hivernales et se terminant aux dernières précipitations hivernales.

**Salarié/Employé** : Le terme « salarié » utilisé dans ce document désigne toute personne physique embauchée par le fournisseur ou ses sous-traitants dans le cadre du présent contrat.

**État d'urgence/Situation d'urgence** : Désigne une situation exceptionnelle qui pourrait avoir un impact néfaste ou engendrer des dommages quelconques à Hydro-Québec. Il se traduit par un renforcement des pouvoirs et de l'autorité administrative d'Hydro-Québec, notamment par des restrictions de certaines activités considérées comme représentant un enjeu majeur. Le renforcement des pouvoirs peut se traduire par un contrôle et/ou une limitation voire l'interdiction de circulation des personnes ou des véhicules.

**Autres définitions** : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/documents/lexique.html>

## 2 OBJET DU CONTRAT

### 2.1 Étendue des services

Le présent contrat a pour objet tous les travaux effectués par le fournisseur à la demande d'Hydro-Québec pour le déneigement des emplacements répertoriés à l'annexe 1 - Répertoire des installations du présent document, y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, la fourniture et le transport de toutes les ressources matérielles et humaines incluant la main-d'œuvre, les matériaux, le matériel, l'outillage et l'équipement requis pour l'enlèvement et pour le transport de la neige, le déglacage et l'épandage de produits de déglacage et d'abrasifs appropriés, le déneigement et le déglacage des véhicules identifiés par un panneau de signalisation ainsi que les travaux de nettoyage et la remise en état des emplacements d'Hydro-Québec, le tout tel que plus amplement décrit aux clauses techniques particulières (CTP) pour chacune de divisions.

Le tout à la demande des entités suivantes :

- Centre de Services Partagés (ci-après nommé **CSP**) ;

#### 2.1.1 Exigences particulières pour les installations du Centre de services partagés (CSP)

##### 2.1.1.1 Disposition de la neige

Seulement lorsqu'aucune zone d'entreposage de neige est identifiée au plan ou lorsque toutes les zones d'entreposage possibles sont saturées ou non disponibles et sur approbation du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur doit procéder à l'enlèvement de la neige vers les sites d'élimination autorisée par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques ([MELCC](#)) en conformité avec le « Règlement sur les lieux d'élimination de neige » et voir liste des lieux en annexe. Le représentant d'Hydro-Québec peut demander les pièces justificatives jugées nécessaires à des fins de validations.

##### 2.1.1.2 Parc en commun d'auto-partage

Le fournisseur doit réaliser le déneigement et le déglacage des véhicules identifiés par un panneau de signalisation au parc en commun. La quantité de véhicules peut varier selon le parc en commun autopartage (se référer à l'annexe 1 – Répertoire des installations, l'annexe et 11). Le tout tel que plus amplement décrit à l'article « 3.9 Parc en commun d'autopartage » des clauses techniques particulières (CTP).

Pour les installations indiquées ci-dessous, les services de déneigement et de déglacage des véhicules des parcs en commun doivent être compris au montant forfaitaire : **CA Gatineau** (200, rue Jean-Proulx), **CA**

**Chicoutimi** (1400, rue de la Manic RC), **CA Trois-Rivières** (6000, boul. des Forges), **CS Baie-Comeau** (115, boul. Comeau) et **CA Rouyn-Noranda** (1095, boul. Saguenay).

#### 2.1.1.2.1 Description des catégories de véhicules

Catégorie	Description
Catégorie 1 - Automobile	Contient les gammes de véhicules sous-compacte, compacte, intermédiaire et familiale. <b>Le numéro d'identification (classe) du véhicule débute par 1.</b>
Catégorie 2 – Camionnette et camion léger	Contient les gammes de véhicules de type VUS, mini-fourgonnette, fourgonnette utilitaire (Sprinter), camionnette régulière, camionnette 4X4 et camionnette utilitaire. <b>Le numéro d'identification (classe) du véhicule débute par 2 ou 3 à l'exception de 30.</b>

## 2.2 Services sur demande

Hydro-Québec se réserve le droit de demander au fournisseur d'effectuer des services sur demande autres que ceux inclus dans l'objet principal du contrat ou plus amplement décrit aux clauses techniques particulières (CTP). Les demandes peuvent être prévues d'avance ou manifestées quelques heures avant l'heure requise du service.

### 2.2.1 Exigences particulières de la Vice-présidence Réseau de Distribution (VPRD)

À la demande d'Hydro-Québec, dans le cadre du présent contrat, le fournisseur peut être appelé pour le déneigement, y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, la fourniture de l'équipement et de la main-d'œuvre nécessaires pour effectuer des travaux de déneigement et/ou de sécurisation pour déglacage afin de donner accès aux structures (poteaux, transformateurs sur socles ou puits d'accès pour réseau sous-terrain) de la VPRD. La machinerie requise est de type léger et/ou lourd. Du déneigement manuel peut être aussi requis. L'épandage d'abrasifs peut être nécessaire en quantité limitée. Les travaux sur demande sont dans des lieux variés situé à proximité des emplacements (rayon d'environ 25 km et/ou à l'occasion dans les villes avoisinante). Les demandes peuvent être prévues à l'avance ou manifestées quelques heures avant l'heure requise du service.

### 2.2.2 Exigences particulières d'Hydro-Québec Technologies de l'information et des communications (Télécom)

À la demande d'Hydro-Québec, dans le cadre du présent contrat, le fournisseur peut être appelé pour le déneigement, y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, la fourniture de l'équipement et de la main d'œuvre nécessaire pour effectuer les travaux de déneigement et/ou de sécurisation pour déglacage des tours de télécommunications identifié à l'annexe 1 – Répertoire des installations. L'épandage d'abrasifs peut être nécessaire en quantité limité. Les demandes seront formulées par le représentant d'Hydro-Québec au minimum 48 heures avant les travaux.

## 3 DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat sera en vigueur pour une durée de trois (3) ans couvrant les périodes hivernales 2022-2023; 2023-2024 et 2024-2025 inclusivement. La période hivernale étant entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 30 avril.

Cependant, en cas de prévision de chute de neige, de verglas ou de pluie verglaçante dans les quinze (15) jours qui précèdent ou qui suivent ces dates, le fournisseur doit procéder aux services de déneigement et de déglacage, conformément au contrat, sans avoir le droit à une rémunération additionnelle.

Hydro-Québec se réserve le droit de prolonger le contrat sous les mêmes termes et conditions pour deux (2) années optionnelles d'une durée d'une (1) année chacune pour les périodes hivernales 2025-2026 et 2026-2027 (3+1+1). Les années d'option sont au bénéfice exclusif d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec informera le fournisseur de son intérêt à se prévaloir de l'option de prolongation pour chaque année supplémentaire par un avis écrit transmis au fournisseur au plus tard le 15 avril de l'année d'échéance du contrat. Le fournisseur convient que les termes et les conditions du contrat restent inchangés et sont applicables à la période de prolongation du contrat.

Hydro-Québec se réserve le droit de retourner en appel d'offres même si le contrat n'est pas terminé, si le fournisseur ne peut répondre à ses besoins dans les délais convenus ou en cas de défaut du fournisseur à respecter ses obligations contractuelles. Hydro-Québec se réserve le droit d'acquérir des biens et services chez d'autres fournisseurs.

## **4 PROGRAMME DES TRAVAUX**

### **4.1 Avis d'Hydro-Québec au fournisseur avant le début des services**

À la suite de l'attribution du contrat, le fournisseur devra fournir au représentant d'Hydro-Québec, la liste du personnel qui sera affecté à l'exécution du contrat ainsi que tous les renseignements pertinents. Le fournisseur s'engage à fournir une liste mise à jour lorsqu'il y a modification de son personnel.

Le fournisseur doit avant l'exécution des travaux, aviser le représentant d'Hydro-Québec afin que ce dernier puisse prendre les mesures de contrôle qu'il juge nécessaires. Le représentant d'Hydro-Québec est autorisé à contrôler la qualité et la quantité de la main-d'œuvre, de matériaux et de l'équipement, servant à l'exécution des travaux. Le fournisseur doit prendre toute mesure qu'Hydro-Québec juge nécessaire de lui prescrire pour assurer une utilisation économique et efficace de la main-d'œuvre, des matériaux et des équipements.

### **4.2 Réunion de démarrage**

À la suite de l'attribution, Hydro-Québec organise une rencontre de démarrage afin d'assurer la mise en place fonctionnelle du contrat. Le fournisseur devra fournir une liste des entrepôts de neiges usagées, additionnelle à celle fournie en annexe (annexe 7 - 2015 — Liste des lieux d'élimination de neiges usées autorisées), à jour et par région administrative. Cette liste doit être approuvée par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre les Changements Climatiques (MELCC), afin de validation et contrôle des normes environnementales.

Le fournisseur ou son représentant désigné est tenu d'y participer. La réunion de démarrage est généralement d'une durée de 30 minutes à 2 heures selon l'envergure des installations.

Les frais associés à la réunion de démarrage sont entièrement aux frais du fournisseur.

#### **4.2.1 Réunion visite des installations**

À la discrétion du représentant d'Hydro-Québec, une visite des installations avec le fournisseur et ses employés affectés à l'exécution des services, et ce, pour chaque installation donnée, devra être tenue. Le fournisseur et ses employés doivent obligatoirement assister à cette réunion qui se tiendra avant le début des travaux. Les frais associés à cette réunion sont entièrement aux frais du fournisseur.

Le fournisseur devra, à ses frais, donner un accueil similaire à tous ses employés qui se joindront à l'équipe par la suite.

#### **4.2.2 Réunion de coordination et de suivi**

Une réunion de coordination a lieu annuellement, à chaque début de saison. Le fournisseur ou son représentant désigné est tenu d'y participer. Également, à sa discrétion, le représentant d'Hydro-Québec

peut convoquer des réunions de suivi bimensuelles d'approximativement une (1) heure pourront être planifiées entre le fournisseur et le représentant d'Hydro-Québec.

La récurrence des réunions pourra être déterminée selon l'importance des travaux. Le fournisseur ou son représentant désigné est tenu d'assister à ces réunions. Ces réunions ont pour but notamment de faire le point sur l'état des services et d'assurer la coordination des services du fournisseur avec ceux d'Hydro-Québec ou d'autres fournisseurs.

Aucune rémunération supplémentaire n'est prévue pour la présence du fournisseur ou son représentant désigné à ces réunions. Ces rencontres ont lieu durant les heures normales de travail d'Hydro-Québec.

## **5 EMPLACEMENT DES SERVICES**

Ce contrat couvre les installations d'Hydro-Québec mentionnées à l'annexe 1 - Répertoire des installations du présent document. Ces installations sont situées dans les régions administratives du Québec (RAQ) suivantes :

- 1) Abitibi-Témiscamingue (RAQ 08);
- 2) Côte-Nord (RAQ 09);
- 3) Mauricie (RAQ 04);
- 4) Nord-du-Québec (RAQ 10);
- 5) Outaouais (RAQ 07);
- 6) Saguenay-Lac-St-Jean (RAQ 02)

La liste des installations de l'annexe 1 - Répertoire des installations ne doit pas être considérée comme étant limitative. En cours de contrat, des installations supplémentaires peuvent être ajoutées à la suite d'un accord entre le représentant d'Hydro-Québec et le fournisseur.

Pour la VPRD et Télécom, les adresses pour les travaux seront fournies au moment dont la demande de service sera placée par le représentant autorisé d'Hydro-Québec.

## **6 REPRÉSENTATANTS DES PARTIES ET COMMUNICATION**

### **6.1 Communication entre le fournisseur et Hydro-Québec**

Dès la réception de l'avis d'attribution, le fournisseur communique avec Hydro-Québec et fait connaître par écrit le nom de son représentant responsable de ce contrat et Hydro-Québec fixe la date de la réunion de démarrage.

En tout temps, durant les heures d'exécution des travaux, un représentant responsable du fournisseur doit être présent au point de mobilisation.

Pendant les heures de travail sur le site, le fournisseur doit avoir en permanence un représentant qui a l'autorité nécessaire pour voir à l'exécution, la coordination et la surveillance des travaux. Il doit être autorisé à recevoir, au nom du fournisseur, des directives de la part du représentant d'Hydro-Québec, incluant les directives au site avec incidence monétaire. Le fournisseur ou son représentant désigné doit pouvoir être joint 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, au moyen d'un numéro de téléphone unique et d'une adresse courriel.

### **6.2 Administration du contrat**

L'administrateur de contrat d'Hydro-Québec désigné à l'avis d'attribution à l'autorité et la responsabilité du contrat pour le compte d'Hydro-Québec et peut à cette fin désigner une autre personne pour le représenter auprès du fournisseur et pour exercer toutes ou en partie les fonctions que ce contrat attribue à ce représentant. En effet, il peut y avoir plusieurs ressources d'Hydro-Québec qui seront en contact avec le fournisseur malgré le fait qu'il y a un unique administrateur de contrat.



## **7 DISPONIBILITÉ**

### **7.1 Appel de services d'urgence**

Dans le cas d'un appel de service d'urgence, le fournisseur doit retourner l'appel téléphonique dans un délai de trente (30) minutes et il doit être à pied d'œuvre, lorsque requis, au plus tard une (1) heure après l'appel du représentant d'Hydro-Québec à l'exception d'une autre entente faite au préalable avec le représentant d'Hydro-Québec.

Si le fournisseur n'a pu être rejoint, Hydro-Québec se réserve le droit de réaliser ou de faire réaliser les travaux par un autre fournisseur aux frais de l'attributaire.

Par ailleurs, le fournisseur doit aviser le représentant d'Hydro-Québec de toute situation pouvant nécessiter des mesures d'urgence et il se conforme à toutes les directives de celui-ci. Lorsqu'un état d'urgence est décrété, le fournisseur doit déployer les ressources matérielles et humaines nécessaires afin d'atteindre, à la satisfaction d'Hydro-Québec, les objectifs fixés dans les délais imposés par les circonstances.

## **8 PERSONNEL DU FOURNISSEUR**

Tout comportement ou non-respect des exigences environnementales ou en santé-sécurité de la part d'un salarié du fournisseur ou de ses sous-traitants qui est considéré indésirable ou inapproprié par le représentant d'Hydro-Québec ou son représentant est sujet à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'interdiction temporaire ou permanente d'accéder au site si la situation ne se règle pas dans un délai raisonnable. Il en sera de même pour tout salarié qui participerait, directement ou indirectement, à la commission ou à la tentative de commettre une infraction pénale ou criminelle.

Hydro-Québec se réserve le droit d'interdire qu'un membre en particulier du personnel du fournisseur ou de ses sous-traitants soit employé à l'exécution de travaux faisant l'objet de ce contrat.

Le personnel du fournisseur et de ses « sous-traitants » doit arborer le sigle de leur entreprise sur leur casque de sécurité ou sur leurs vêtements de travail.

## **9 ENVIRONNEMENT**

### **9.1 Exigences générales**

Le fournisseur doit respecter tous les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement. En plus des exigences mentionnées au présent document, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas altérer la qualité des sols, des boisés, des terres agricoles, de la faune terrestre, aviaire et aquatique, des cours d'eau, lacs, rivières, ruisseaux, étangs, marais, marécages, tourbières, milieux humides et de l'air.

Le fournisseur doit prendre connaissance de la Politique : notre environnement. Celle-ci peut être consultée sur le site d'Hydro-Québec à l'adresse Internet suivante : <http://www.hydroquebec.com/data/a-propos/pdf/politique-environnement.pdf>

### **9.2 Communication des exigences environnementales du fournisseur à ses employés**

Le fournisseur doit tenir une séance d'information afin de communiquer les exigences environnementales d'Hydro-Québec à son personnel et au personnel de ses sous-traitants. Sur demande du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur de services doit faire la preuve de la tenue d'une telle séance.

### **9.3 Représentant environnement du fournisseur**

Le fournisseur doit transmettre au représentant d'Hydro-Québec le nom et les coordonnées de son Représentant Environnement lors de la rencontre de début de contrat. Ce dernier doit être accessible par téléphone 24 heures par jour et 7 jours sur 7.

## **9.4 Déneigement**

Respecter toutes les exigences contenues dans l'« Aide-mémoire pour l'entrepreneur – Déneigement ».

## **9.5 Sensibilisation à l'environnement**

Selon les informations transmises par le représentant d'Hydro-Québec lors de la réunion de démarrage, le fournisseur s'engage à sensibiliser et diffuser à son personnel et celui de ses sous-traitants à l'engagement d'Hydro-Québec envers l'environnement ainsi qu'aux aspects environnementaux reliés à la réalisation du contrat. Le représentant d'Hydro-Québec, pourrait demander une attestation à cet effet.

## **9.6 Moteur au ralenti des véhicules**

À l'exclusion des véhicules-outil, la marche au ralenti des véhicules est interdite.

En période hivernale, ou dans des cas particuliers, des ententes pourront être convenues avec le représentant d'Hydro-Québec.

## **9.7 Matières dangereuses**

Le fournisseur doit faire approuver, par le représentant d'Hydro-Québec, l'emplacement des aires d'entreposage de matières dangereuses (MD) et la localisation des zones de récupération des matières dangereuses résiduelles (MDR). Il doit aussi séparer les MDR des autres rebuts.

Certaines matières dangereuses résiduelles (MDR) pourraient être prises en charge par Hydro-Québec. Dans ce cas, elles doivent être remises en lot à Hydro-Québec selon les instructions du représentant d'Hydro-Québec.

Pour les autres MDR, le fournisseur prend à sa charge leur élimination. L'entreposage, la disposition et le transport des MDR doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur.

Le fournisseur est encouragé à disposer des MDR selon l'ordre de priorité suivant: la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique avant l'élimination. Pour les MDR pour lesquelles il existe un processus de récupération, ces dernières doivent être retournées vers un récupérateur reconnu. Les MDR destinées à l'élimination doivent être disposées dans un centre autorisé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC). Le représentant d'Hydro-Québec se réserve le droit de demander au fournisseur des enregistrements (billet de transport, bon de pesée, etc.) démontrant la disposition finale des MDR.

## **9.8 Matières résiduelles**

**MISE EN VALEUR :** Le fournisseur doit favoriser la mise en valeur (le réemploi, le recyclage et la valorisation énergétique) des matières résiduelles (MR) avant leur élimination. Les équipements nécessaires à la récupération sont à la charge du fournisseur. Le fournisseur pourrait avoir à disposer de certaines matières selon les indications spécifiques d'Hydro-Québec qui seront remises au fournisseur à la réunion de démarrage.

**ÉLIMINATION :** Les matières résiduelles destinées à l'élimination doivent être disposées dans un centre autorisé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte pour les Changements climatiques (MELCC). Sauf indication contraire, le fournisseur devra prendre en charge quotidiennement la disposition des rebuts à ses frais. Le fournisseur n'est pas autorisé à utiliser le ou les conteneur(s) à rebuts d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec se réserve le droit de demander au fournisseur des enregistrements (billet de transport, bon de pesée) démontrant la disposition finale des matières résiduelles.

## **9.9 Entretien et ravitaillement des équipements**

L'entretien et le ravitaillement des équipements et de la machinerie, ainsi que toute autre manipulation de carburant, d'huile, de lubrifiant ou d'autres produits contaminants, doivent être effectués sur des aires où un rejet de contaminants pourrait être rapidement confiné et récupéré et sont interdits dans un milieu réglementé (cours d'eau, lacs, bandes riveraines, zones inondables, milieux humides, terre en culture, etc.) ou un secteur sensible identifié par le représentant d'Hydro-Québec, ainsi que dans leur aire de protection.

La manipulation (ravitaillement, transfert, etc.) de carburant, d'huile ou d'autres produits contaminants doit être effectuée à plus de 60 m d'un milieu humide, d'un lac ou d'un cours d'eau et de tout autre élément sensible indiqué dans le contrat. Toutefois, s'il ne peut respecter cette distance de 60 m, une méthode de prévention des rejets doit être préparée et soumise à Hydro-Québec pour vérification de conformité et approbation.

Par mesure de sécurité, les réservoirs d'hydrocarbures de plus de 20 litres doivent être munis d'un clapet anti-retour. Le ravitaillement en carburant, en huile et en autres contaminants doit être effectué sous surveillance constante.

## **9.10 Urgence environnementale et rejets accidentels de contaminants**

### **9.10.1 Généralités**

Avant le début du contrat, le fournisseur doit soumettre à Hydro-Québec un plan détaillé des mesures d'urgence qu'il entend mettre en œuvre en cas d'incident ayant un impact sur l'environnement, incluant le nom d'une personne responsable des mesures en cas d'urgence environnementale.

Le fournisseur doit aviser sans délai le représentant d'Hydro-Québec de tout incident ou urgence de nature environnementale (ex. : rejets de contaminants, incendie, explosion, etc.) survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat. Si celui-ci ne peut être rejoint, il doit alors communiquer avec la ligne d'urgence rejets accidentels d'Hydro-Québec au 514-840-4244. De plus, le fournisseur doit également aviser, sans délai, le ministère de l'Environnement du Québec pour tout rejet accidentel ayant atteint l'environnement. Le fournisseur doit également être en mesure de démontrer que son personnel a été informé de la démarche à suivre en cas de rejet accidentel.

### **9.10.2 Définition**

**REJETS ACCIDENTELS** : la présence accidentelle d'un contaminant hors de son lieu habituel de confinement et ce, peu importe le volume.

**CONTAMINANT** : une matière solide, liquide ou gazeuse, un micro-organisme, un son, une vibration, un rayonnement, une chaleur, une odeur, une radiation ou toute combinaison de l'un ou l'autre susceptible d'altérer de quelque manière la qualité de l'environnement.

### **9.10.3 Prévention**

Le fournisseur doit s'assurer que ses équipements sont exempts de fuite de contaminant (ex. : carburants, lubrifiants, huiles, pesticides, etc.) ou de toute autre substance susceptible d'altérer la qualité de l'environnement.

Lors de la rencontre de début de contrat, le fournisseur doit présenter au représentant d'Hydro-Québec une structure d'alerte en cas de rejets accidentels de contaminant. Cette structure d'alerte doit minimalement comprendre :

- Les étapes d'intervention à suivre en cas rejets accidentels ;
- Le nom et les coordonnées téléphoniques du responsable de gestions accidentelles chez le Prestataire de services ;
- Le nom et les coordonnées téléphoniques du représentant d'Hydro-Québec ;
- Le nom et les coordonnées téléphoniques des ministères concernés ;
- Le nom et les coordonnées téléphoniques d'une firme spécialisée en récupération de contaminants.

#### 9.10.4 Trousses d'intervention

Dès le début des travaux, le fournisseur doit démontrer qu'il a le matériel sur place et la main-d'œuvre nécessaire pour intervenir rapidement en cas de rejets accidentels. Chaque équipe de travail doit avoir en sa possession une trousse d'intervention pour les rejets accidentels d'hydrocarbures.

Le fournisseur doit s'assurer que le matériel d'intervention des trousse d'intervention est suffisant en quantité et elles doivent être remplacées à la suite de son utilisation.

#### 9.10.5 Intervention

Advenant un rejet accidentel de contaminant, le fournisseur doit sans délai évaluer les risques à la sécurité. Si cela est sécuritaire, le fournisseur doit prendre les mesures suivantes :

- 1) Faire cesser le rejet ;
- 2) Confiner le produit rejeté ;
- 3) Aviser, sans délai, le représentant d'Hydro-Québec ;
- 4) Aviser le ministère de l'Environnement et de la lutte Contre les Changements Climatiques ([MELCC](#)) sans délai et, selon les quantités et les milieux touchés, aviser également les autorités appropriées ;
- 5) Récupérer le contaminant en séparant les sols contaminés et les autres matériaux contaminés (absorbants, végétaux, etc.). Les sols contaminés doivent être disposés dans un centre de traitement des sols ou dans un site autorisé par le ([MELCC](#)). Les absorbants et autres matériaux contaminés doivent être regroupés et disposés selon le mode prévu pour les matières résiduelles. Les preuves de disposition (feuilles d'expédition, bordereaux de livraison, bons de pesée, etc.) doivent être fournies au représentant d'Hydro-Québec.

Si le fournisseur ne possède pas l'expertise et les compétences nécessaires pour intervenir efficacement lors d'un rejet de contaminants, il doit mandater une entreprise spécialisée dans ce type d'intervention. Si elle juge que les mesures mises en œuvre par le fournisseur sont insuffisantes ou non appropriées, Hydro-Québec peut retirer la gestion de l'incident des mains du Fournisseur, conformément à l'article Défaut-résiliation des clauses générales (CG).

#### 9.10.6 Renseignements à communiquer

À moins d'une entente avec le représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur doit, dans un délai de 30 jours suivant un rejet accidentel, fournir à Hydro-Québec un rapport de rejets contenant les informations suivantes : l'adresse, la nature du contaminant, les milieux contaminés (sols, terrain aménagé, rue, végétation, plan d'eau, égout, puits, etc.), la quantité rejetée, la quantité de contaminants récupérés, la méthode et le lieu de disposition et toute autre information jugée requise par le représentant d'Hydro-Québec.

#### 9.10.7 Imputabilité des coûts

Tout rejet accidentel causé par le fournisseur lors de l'exécution des travaux est aux frais du fournisseur et sous sa responsabilité. Cependant, Hydro-Québec se réserve le droit de faire exécuter les travaux de nettoyage et de retenir les coûts à même le paiement du fournisseur si ce dernier n'intervient pas dans un délai raisonnable.

Les travaux de décontamination et les coûts inhérents à un rejet accidentel découvert au cours des travaux ou provenant des appareils d'Hydro-Québec qui ne sont pas dus à la négligence du fournisseur sont sous la responsabilité d'Hydro-Québec et à ses frais. Le fournisseur doit aviser sans délai le représentant d'Hydro-Québec de la découverte de tels événements.

#### 9.10.8 Fiches signalétiques

Le fournisseur doit, sur demande, fournir au représentant d'Hydro-Québec une fiche signalétique de tous les produits dangereux et/ou contrôlés qui sont utilisés, livrés, entreposés ou transportés sur le site des travaux ou ailleurs sur le terrain du site visé par les travaux afin de se conformer à la Loi sur les matières dangereuses.

### 9.11 Bruit

Le fournisseur doit, à la demande du représentant d'Hydro-Québec, réduire le bruit à un niveau acceptable. Si le fournisseur ne peut réduire le bruit à cause de la nature du travail à exécuter, le représentant d'Hydro-Québec peut exiger que cette partie des travaux soit exécutée en dehors des heures normales de travail.

### 9.12 Propreté du site des travaux et remise en état des lieux

Le fournisseur doit s'assurer en tout temps de la propreté des lieux. Avant de quitter les sites de travaux, il doit s'assurer qu'aucun déchet n'a été laissé sur place. Le fournisseur doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir, contrôler et éliminer tout forme de contamination ou autre dommage à l'environnement selon la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, le fournisseur doit, à ses frais, assurer le nettoyage et la remise en état au fur et à mesure des travaux et non différer le tout à la fin du contrat.

### 9.13 Contraintes particulières

Stationnements de véhicules : Pousser, souffler et/ou transporter (*transport interdit en présence de puits d'eau potable à moins de 100 m de la zone d'entreposage*) la neige par camion vers les zones d'entreposage du site. Il est interdit d'utiliser la voie publique lors du transport par camion.

Autres secteurs : Pousser ou souffler uniquement la neige vers les zones d'entreposage du site. Il est interdit de déplacer la neige par camion dans ces secteurs.

Le fournisseur doit entreposer la neige uniquement aux zones d'entreposage autorisées par HQ et identifiées aux plans fournis.

Le fournisseur doit informer le représentant d'Hydro-Québec s'il n'y a plus d'espace disponible dans les zones d'entreposage désignées afin d'évaluer la possibilité d'ajouter d'autres zones.

### 9.14 Sites autorisés de disposition de neiges usées

La neige qui fait l'objet d'un enlèvement et d'un transport hors du site ne peut être déposée que dans un lieu d'élimination autorisé (liste des dépôts autorisés à l'annexe 7 — 2015 — Liste des lieux d'élimination de neiges usées autorisées du présent appel de propositions) par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques ([MELCC](#)) du Québec. Le fournisseur a l'obligation de fournir au représentant d'Hydro-Québec le nom du site autorisé où sera envoyée la neige. Une preuve de transport au dépôt autorisé devra accompagner la facturation. Le transport et la disposition des neiges usées sont aux frais du fournisseur.

### 9.15 Protection des zones sensibles

À la demande du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur doit interrompre toute circulation lourde, par exemple, sur des milieux sensibles à l'érosion, en particulier lors d'une pluie abondante ou sur des milieux de faible capacité portante lors d'un faible gel ou du dégel.

Le fournisseur devra favoriser l'accumulation des neiges usées sur place à chaque fois que cela est possible. Les aires d'accumulation doivent faire l'objet d'une approbation de la part du représentant d'Hydro-Québec. Les aires d'accumulation doivent être nettoyées de tout résidu présent afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans l'environnement après la fonte des neiges.

En aucun temps, les neiges usées ne doivent être accumulées, entassées, soufflées ou poussées à 15 mètres ou moins d'un cours d'eau et à moins de 30 mètres de toute source d'approvisionnement en eau potable (puits, etc.).

Le fournisseur doit éviter d'épandre des produits de déglacage et des abrasifs à proximité des ponts, puisards, des regards d'égouts et des fossés de drainage. Il doit s'abstenir d'épandre ces produits, en tout temps, à

moins de 15 mètres d'un cours d'eau et 30 mètres de sources d'approvisionnements en eau potable. Les zones sensibles, s'il y en a, seront indiquées au fournisseur lors de la rencontre de démarrage.

## **10 SANTÉ ET SÉCURITÉ**

### **10.1 Capsule « Accueil des entrepreneurs »**

Avant le début des travaux, les fournisseurs sont invités à visionner une vidéo présentant le volet santé-sécurité à respecter à Hydro-Québec. Le fournisseur doit présenter la capsule « Accueil des entrepreneurs » en santé et sécurité à tous ses employés en début de contrat.

La vidéo est disponible à l'adresse suivante : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/en-cours-de-contrat/regles-sante-securite.html>

### **10.2 Sécurité des personnes en cours de prestation**

Le fournisseur doit prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes et des biens. Il doit exécuter ses travaux de manière à ne pas gêner les activités des employés et des clients d'Hydro-Québec.

Le fournisseur est entièrement responsable de la santé et de la sécurité au travail de ses employés et de celles de ses sous-traitants, le tout en conformité avec les clauses générales (CG) de ce document, les lois, règlements et codes existants en vigueur et ceux qui peuvent être émis par le gouvernement et leurs agents ainsi que ceux d'Hydro-Québec.

Le fournisseur s'engage à renseigner son personnel sur les consignes et les normes d'Hydro-Québec s'appliquant aux travaux à exécuter, et s'assurer qu'elles sont comprises, observées et respectées. Au besoin, le Prestataire de services doit utiliser les moyens de formation spécifique d'Hydro-Québec aux frais de cette dernière.

Le fournisseur doit informer immédiatement par téléphone le représentant d'Hydro-Québec de tout accident grave ayant occasionné la mort, des blessures sérieuses et/ou des dommages matériels ayant des conséquences importantes. L'information doit être confirmée par écrit dans les six (6) heures qui suivent l'événement. Une copie du rapport d'accident doit parvenir au représentant d'Hydro-Québec.

Le fournisseur doit soumettre à chaque événement au représentant d'Hydro-Québec, un rapport décrivant tous les accidents ou incidents ayant occasionné la mort, des blessures à ses employés ou à ceux de ses sous-traitants, des dommages aux véhicules, aux équipements, aux installations, à l'outillage ou au matériel au cours de l'exécution des travaux. À la demande d'Hydro-Québec, le fournisseur doit également participer à toute enquête SST relative à la chute d'une personne dans un stationnement.

### **10.3 Accident au travail**

S'il est démontré qu'un accident du travail survenu à un employé d'Hydro-Québec est causé par la négligence du fournisseur dans l'exécution des travaux ou encore par le non-respect des clauses contractuelles par ce même fournisseur, Hydro-Québec pourra invoquer les dispositions légales indiquées à la « section VI — Imputation des coûts — [Article 326](#) » de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles [L.R.Q., chapitre A-3.001](#).

### **10.4 Visite des lieux**

Le fournisseur doit prévoir une visite des lieux de tous les bâtiments du parc et toutes les installations. Dans certains cas, il pourra être possible de prendre entente avec le représentant d'Hydro-Québec pour faire ces visites, sans toutefois se décharger de sa responsabilité.

## **10.5 SIMDUT**

Le fournisseur doit avoir en sa possession la fiche de données de sécurité des produits qu'il utilise. La fiche de données de sécurité doit être en français. Les contenants doivent être identifiés avec une étiquette conforme en vertu de la réglementation sur le SIMDUT.

## **10.6 Programme de prévention**

Lorsque requis, le programme de prévention doit être déposé lors de la rencontre de démarrage. Le fournisseur doit faire signer un formulaire d'accueil des employés attendant qu'ils ont pris connaissance du programme de prévention et qu'il s'engage à le respecter.

## **10.7 Équipement de protection individuelle (EPI)**

Le fournisseur doit fournir tous les équipements de protection nécessaires à la sécurité de son personnel qui travaille avec des matières ou substances dangereuses. Le fournisseur assume les risques inhérents à la profession exercée par son personnel et s'engage à informer immédiatement Hydro-Québec dès qu'il constate la présence de telles substances ou matières ainsi que celles qu'il utilise pour ses travaux.

Tout le personnel qui doit intervenir à l'intérieur des limites de l'installation doit porter les équipements individuels de protection prévus au code de sécurité pour les travaux associés au présent contrat.

Le personnel doit avoir en tout temps des chaussures de sécurité et lunettes de sécurité. Les lunettes de sécurité sont obligatoires en tout temps sur le(s) site(s) des travaux. Le port du casque de sécurité est obligatoire dans les cours de magasin ainsi que dans les Centre de Récupération de Matières Dangereuses (CRMD).

Le port du dossard ou du vêtement à haute visibilité est obligatoire pour toute personne circulant à pied dans les magasins, à l'extérieur des passages piétonniers, ainsi que dans les cours extérieures.

## **10.8 Sécurité liée à l'utilisation des équipements lourds**

### **10.8.1 Protection des personnes**

- Les véhicules doivent être munis d'accessoires de sécurité tels que gyrophares et signaux de recul.
- Les véhicules lourds qui circulent sur les sites d'Hydro-Québec doivent être munis d'une alarme de recul ;
- Les véhicules doivent être munis d'accessoires de sécurité tels que gyrophare et signal de recul. De plus, les véhicules ayant accès aux postes doivent être munis d'une mise à la terre ;
- La saleuse doit avoir des lampes clignotantes à l'arrière ;
- Les accessoires de sécurité du fournisseur doivent être en bon état de fonctionnement et conforme aux règles de sécurité.

## **10.9 Non-conformité (NC) SST**

Pour toute dérogation en santé et sécurité au travail, répétée ou majeure, le représentant d'Hydro-Québec se réserve le droit d'émettre des non-conformités au fournisseur. Le fournisseur devra proposer un traitement à la non-conformité pour acceptation par Hydro-Québec. Le fournisseur doit exécuter les correctifs acceptés par Hydro-Québec dans les délais prévus. Les modalités de l'article non-conformités et déficiences du présent document s'appliquent aussi pour les non-conformités SST.

## **11 SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS D'HYDRO-QUÉBEC**

### **11.1 Accueil du fournisseur**

Afin de permettre au fournisseur de rencontrer ses obligations vis-à-vis la loi sur la santé-sécurité du travail et pour assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, le fournisseur ou son représentant

désigné recevra d'Hydro-Québec toutes les informations pertinentes aux particularités de l'installation ainsi qu'à l'environnement du travail.

Conformément à la procédure « Accueil et/ou vérification des connaissances de l'installation du personnel d'Entrepreneur », le représentant d'Hydro-Québec fournit et diffuse, pour les installations sous sa juridiction et avant le début des travaux, un guide d'accueil au fournisseur. Ce guide d'accueil est donc utilisé pour faire l'accueil du personnel du fournisseur avant le début des travaux dans l'installation concernée. Un vidéo peut être utilisé lors de l'accueil, conditionnel à ce que le personnel qui reçoit cet accueil soit supporté afin qu'on leur explique le contenu et qu'on réponde à leurs questions. Le temps que dure la période d'accueil est entièrement aux frais du fournisseur. Les principaux éléments du guide sont les suivants :

- Visite des lieux de l'installation ;
- Localisation des principaux bâtiments, installations et équipements ;
- Voies de circulation ;
- Circonscription des lieux de travail du Prestataire de services ;
- Mesures de sécurité locales ;
- Mesures de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux
- Équipements de sécurité disponibles ;
- Identifications des sources d'énergie pouvant comporter des dangers ;
- Liens de communication entre les intervenants ;
- Éléments du programme de prévention s'il y a lieu.

Pour certaines installations, le fournisseur aura à signer un document dans lequel il atteste avoir reçu l'information lui permettant de rencontrer ses obligations. Le formulaire lui sera remis par le représentant d'Hydro-Québec au moment opportun. Des formations obligatoires sont prévues, selon le type d'installation pour chacun de contrats.

## **11.2 Modalités d'accès aux lieux des travaux**

Tout le personnel affecté au contrat devra avoir une carte d'accès délivrée par Hydro-Québec. Le fournisseur doit s'assurer que les employés complètent le formulaire de vérification de fiabilité et de l'intégrité des personnes (VFIP) et transmettre les documents requis au représentant d'Hydro-Québec et ce, dans les 10 jours suivant l'attribution du contrat.

Hydro-Québec remettra au fournisseur les clés et les cartes d'accès des portails verrouillés et des clôtures aux endroits où il est requis de déblayer la neige. Le fournisseur doit s'assurer de refermer ces portails en tout temps lorsqu'il entre et sort des installations, et ce, même pour une intervention de courte durée.

Le fournisseur devra assumer des coûts pouvant atteindre 100 \$ pour la perte d'une clé maîtresse et un coût fixe de 100 \$ pour chaque carte d'accès.

Le fournisseur est responsable de ces clés ou cartes d'accès. Il n'est aucunement autorisé à les prêter à quiconque ou à en faire des doubles.

Le fournisseur doit aviser sans délai le représentant d'Hydro-Québec de la perte d'une clé ou d'une carte d'accès en spécifiant le numéro de la clé ou de la carte d'accès et le nom de la personne qui l'avait en sa possession. Sur récidive, le représentant d'Hydro-Québec pourra refuser l'émission d'une nouvelle carte pour un individu en particulier.

Les clés et cartes d'accès doivent être remises à Hydro-Québec à la fin du contrat. Dans le cas où les clés ne sont pas remises à la fin du contrat, Hydro-Québec déduira de la dernière facture du fournisseur un montant de cinq cents dollars (500 \$) pour chaque clé non remise.

Hydro-Québec se réserve le droit d'interdire qu'un employé du fournisseur ou de ses sous-traitants soit affecté à l'exécution de tous les travaux faisant l'objet de ces clauses particulières (CP).



### 11.3 Vérification sécuritaire d'Hydro-Québec

Sur demande d'Hydro-Québec, lorsqu'un privilège d'accès est requis pour l'accès à des installations sécurisées d'Hydro-Québec, le fournisseur peut être assujéti à une vérification sécuritaire pour obtenir un privilège d'accès.

Afin qu'Hydro-Québec puisse procéder à cette vérification sécuritaire, le fournisseur désigne les employés affectés à l'exécution des travaux prévus au contrat et s'engage à fournir tous les renseignements personnels requis pour chacun des employés désignés, après que ces derniers ont expressément consenti à fournir ces informations exigées par Hydro-Québec.

### 11.4 Sécurité des installations

Le fournisseur, ses employés et « *sous-traitants* » doivent :

- S'assurer que les barrières et les portes d'accès des bâtiments sont fermées et verrouillées lorsque les travaux sont en cours ;
- S'assurer que les barrières et les portes d'accès ainsi que les fenêtres des bâtiments sont fermées et verrouillées après utilisation ;
- S'assurer que la barrière motorisée est complètement refermée avant de poursuivre leur route ;
- Interdire l'accès à quiconque ne possède pas un privilège d'accès à la zone visée ;
- En aucun temps, ne pousser ou souffler de la neige à moins de 3 mètres de part et d'autre de la clôture du premier périmètre afin d'éviter les intrusions dans les installations.

Hydro-Québec, après avoir donné les avis écrits prescrits au fournisseur, applique les pénalités prévues à l'article « Non-conformité et déficience » et si nécessaire, peut exécuter ou faire exécuter, aux frais du fournisseur, toutes les mesures requises pour remédier à son défaut.

## 12 RÉMUNÉRATION DES SERVICES

### 12.1 Prix de services à forfait

Les services de déneigement sont rémunérés selon le prix forfaitaire par installation soumis à la formule de soumission et ils sont payables pour l'ensemble des tâches à exécuter conformément aux exigences du présent contrat. Les prix soumis sont fermes pour la durée du contrat et sont ceux convenus lors de l'attribution. Les prix soumis inclus :

- Les salaires ;
- Les contributions et cotisations aux avantages sociaux ;
- Les obligations et avantages des conventions collectives ;
- Les équipements, outillages, matériaux ou autres ;
- Les frais de déplacement de la neige sur le site d'Hydro-Québec ;
- Les frais de transport (carburant) et le temps de déplacement et de préparation ;
- Les équipements de sécurité ;
- Les frais reliés aux inspections journalières (si applicable) ;
- Fondants et abrasifs ;
- Les travaux de nettoyage printanier et de remise en état des lieux ;
- Les frais d'administration générale ;
- Les frais de gérance ;
- Le profit et la CNESST.

Pour les installations indiquées aux tableaux ci-dessous, le transport extérieur de neiges usagées aux dépôts de neiges autorisés, doit être compris dans le prix forfaitaire (annexe 7 - 2015 — Liste des lieux d'élimination de neiges usées autorisées et l'annexe 1 - Répertoire des installations).

Pour les emplacements indiqués dans la formule de soumission dont un forfait de déneigement est non applicable, au besoin si des services de déneigement sont requis, le représentant d'Hydro-Québec pourrait demander au fournisseur d'effectuer ceux-ci selon les taux horaires et la liste de prix soumis ou, si applicable, demander un forfait au fournisseur (soumission) selon les modalités de l'article « 12.4 Établissement de nouveaux prix » des présentes clauses particulières (CP).

### **12.1.1 Abrasif**

Le fournisseur fournit les abrasifs nécessaires à l'exécution des travaux. La manutention et le transport de ces matériaux sont entièrement à la charge du fournisseur. Il appartient au fournisseur d'évaluer les quantités pour respecter en tout temps les exigences prescrites au présent contrat. Par conséquent, Hydro-Québec ne peut garantir aucune quantité puisque celles-ci varient en fonction des conditions météorologiques.

### **12.2 Prix de services sur demande**

Les services sur demande aux emplacements décrits à l'annexe 1 - Répertoire des installations seront rémunérés à taux horaire, à moins d'indication contraire de la part du représentant d'Hydro-Québec et seront fermes pour la durée du contrat. Aucun autre frais ne peut être ajouté en cours de contrat sans l'accord préalable d'Hydro-Québec. Les coûts horaires de main-d'œuvre indiqués à la formule de soumission comprennent :

- Les salaires ;
- Les contributions et cotisations aux avantages sociaux ;
- Les obligations et avantages des conventions collectives ;
- Le camion de service ;
- Les équipements, outillages, matériaux ou autres ;
- Les frais de déplacement de la neige sur le site d'Hydro-Québec ;
- Les frais de transport (carburant) et le temps de déplacement et de préparation ;
- Les équipements de sécurité ;
- Fondants et abrasifs ;
- Les frais d'administration générale ;
- Les frais de gérance ;
- Le profit et la CNESST.

Les prix unitaires suivants seront utilisés pour établir le coût des additions, modifications ou soustractions au contrat qui pourraient être demandées par Hydro-Québec et ils sont fermes pour la durée du contrat. Le prix unitaire contractuel pour les travaux sur demande est celui convenu lors de l'attribution. Aucun frais ne peut être ajouté au taux horaire en cours de contrat sans l'accord préalable d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec se réserve le droit d'acquiescer des biens et des services identiques auprès d'autres fournisseurs si les prix fournis à la formule de soumission sont jugés non concurrentiels et désavantageux, créant de ce fait un « déséquilibre significatif » d'équité entre les services requis par Hydro-Québec et les coûts demandés par le fournisseur. Le fournisseur doit se conformer aux exigences du présent document et selon les exigences des clauses générales et particulières. Le contenu du présent article ne doit pas être considéré comme limitatif. Le fournisseur renonce à exercer tout recours contre Hydro-Québec advenant telle occurrence.

### **12.3 Variation de quantité**

Hydro-Québec ne s'engage pas à dépenser le montant prévu au contrat puisque les montants budgétaires indiqués dans la formule de soumission sont basés sur des hypothèses de besoins. Le fournisseur ne peut pas présenter de réclamations basées sur le manque à gagner que pourraient engendrer la non-utilisation en totalité ou en partie des quantités et des montants provisionnels indiqués.

De plus, Hydro-Québec se réserve le droit de modifier la superficie à déneiger par rapport aux surfaces délimitées aux plans ou par le représentant d'Hydro-Québec jusqu'à concurrence de cinq pour cent (5 %) de

la totalité de la superficie originale, et ce, sans frais supplémentaires. Si le fournisseur estime que la modification est de plus de 5 %, il doit fournir les pièces justificatives lors de sa demande. Si tel est le cas, le montant payable sera ajusté au prorata du changement de superficie en tenant compte de la période de temps restante pour la saison en cours.

Les plans et la fourniture de superficies est à titre informatif, ceux-ci peuvent légèrement varier en fonction de la réalité. Il reste de la responsabilité du prestataire de service de prendre connaissance des lieux avant sa soumission.

### 12.3.1 Exigences particulières CA La Tuque et CD Alma

Le bâtiment CA La Tuque est présentement en évaluation d'autorisation pour l'ajout d'un dépôt à neige pour la cour matériel et l'aire d'un « gaz boy ». À moins d'avis contraire et sur demande du représentant d'Hydro-Québec, la neige de la cour matériel et de l'aire de ravitaillement « gaz boy » devront être transportée vers un lieu d'élimination de neiges usées autorisées. Le bâtiment CD Alma, une zone de dépôt à neige temporaire au site est prévue en cas d'urgence. Toute la neige du bâtiment CD Alma doit être sortie et transportée vers un lieu d'élimination de neiges usées autorisées.

### 12.4 Établissement de nouveau prix

Le coût des services de déneigement dans des emplacements ne figurant pas dans l'annexe 1 - Répertoire des installations est négocié avec le représentant d'Hydro-Québec. La liste de prix fixes, demandée sur la formule de soumissions, est obligatoire.

### 12.5 Montant provisionnel

Un montant provisionnel est inscrit à la formule de soumission pour défrayer les coûts des demandes non prévues au contrat. À la suite de l'appel de service du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur devra fournir les coûts associés à ladite demande. Tout travail supplémentaire ne faisant pas l'objet d'une approbation d'Hydro-Québec sera à la charge du fournisseur.

Hydro-Québec se réserve le droit d'utiliser ou non le montant inscrit à la formule de soumission. Hydro-Québec ne s'engage pas à dépenser le montant prévu au contrat puisque les montants budgétaires indiqués dans la formule de soumission sont basés sur des hypothèses de besoins.

### 12.6 Ajustement de prix du carburant

À la fin de la première saison ainsi qu'à la fin de chaque saison successive du contrat de l'année en cours, un ajustement de carburant sera fait pour tenir compte des variations du prix du carburant diesel. Le montant forfaitaire de chaque période passée concernée pourra être ajusté à la hausse ou à la baisse.

À noter que certaines exceptions s'appliquent, c'est-à-dire que pour certains emplacements identifiés, l'ajustement décrit ci-haut sera réalisé seulement à la fin du contrat. La portion du montant forfaitaire sur laquelle sera appliqué cet ajustement est de 20 %.

L'ajustement à la hausse ou à la baisse pour chaque période concernée est calculé à la fin de la saison concernée selon la formule suivante :

$$A_n = [(PMF_n/PR) - 1] \times 0,20 \times CF_n$$

Où :

N = Années 1, 2, 3, 4 et 5 correspondent à la période concernée.

A<sub>n</sub> = Montant de l'ajustement de la période n.

PMF<sub>n</sub> = Moyenne du prix affiché en ¢/litre du carburant diesel de la région administrative concernée\* des 6 mois compris inclusivement entre novembre et avril de la période concernée n. (Ex. 1,244 \$/litre).

\*Carburant Diesel, Prix moyen — « mensuel, Région Administrative du Québec concerné »

PR = Prix mensuel moyen du carburant diesel\* du mois de l'ouverture de la soumission. (Ex. 1.218 \$/litre)

0,20 = Part du coût du carburant diesel dans le Prix contractuel

CFn = Montant total facturé du montant forfaitaire pour la période active n. (Ex. 233 678 \$)

**Exemple de calcul :**

$$An = [(1,244/1,218) - 1] \times 0,20 \times 233\,678 \$$$

$$An = [1,02134 - 1] \times 0,20 \times 233\,678 \$$$

$$An = 0,02134 \times 0,20 \times 233\,678 \$$$

$$An = 0,004269 \times 233\,678 \$ = 997,64 \$$$

NOTE : Un ajustement sera effectué seulement si le montant (An) en cause est plus de 100 \$.

## 12.7 Ajustement accumulations saisonnières

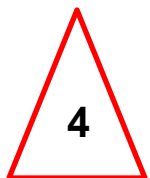
Le prix soumis est basé sur un maximum de 350 cm de neige tombée au sol durant une saison hivernale, et ce, selon le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC). Les [données climatiques quotidiennes et mensuelles](#) sont obtenues selon les différentes stations météorologiques des régions administratives touchées.

Pour chaque tranche de 25 centimètres de neige au sol excédant 350 cm, le fournisseur sera compensé, mais devra respecter toutes les mêmes exigences de l'appel d'offres. De plus, cela ne dégage pas le fournisseur des interventions à faire lorsque les conditions météorologiques le requièrent (pluie, verglas, rafale, sans s'y limiter).

Le présent appel d'offres est basé sur des accumulations saisonnières de neige au sol de 350 cm. Hydro-Québec bonifiera le prix saisonnier établi pour le contrat de 5 % pour chaque tranche de 25 cm d'accumulation supplémentaire.

Les lieux de référence pour le calcul des précipitations sont les stations météorologiques situées à proximité de l'installation d'Hydro-Québec où sont effectués les services de déneigement au présent contrat (voir l'annexe 12).

Exemple de bonification :



1. Une accumulation totale saisonnière entre 375 cm et 399,9 cm donnera droit à une bonification de 5 %.
2. Une accumulation totale saisonnière entre 400 cm et 424,9 cm donnera droit à une bonification de 10 %.
3. La bonification se fera sur la base du prix forfaitaire convenu lors de l'attribution.

À la fin de la première saison ainsi qu'à la fin de chaque saison successive du contrat de l'année en cours, l'ajustement sera fait pour tenir compte des variations de précipitation de neige. Le montant forfaitaire de chaque période passée concernée pourra être ajusté à la hausse ou inchangé.

## 12.8 Prix pour appels de services d'urgence

Lors d'un appel de service d'urgence ou un rappel au travail (impliquant un déplacement), en dehors des heures normales de travail, sur demande du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur est rémunéré pour un minimum de trois (3) heures à taux simple, selon la liste de prix fixes convenus lors de l'attribution.

### 12.8.1 Précision pour les travaux sur demande de la VPRD

Le temps de transport (aller-retour) additionnel est rémunéré à partir d'un des emplacements d'Hydro-Québec le plus proche du lien d'intervention. Le fournisseur est rémunéré pour un minimum de trois (3) heures à taux simple.

Les travaux sur demande de la VPRD sont payés au fournisseur, selon la liste de prix fixes convenus lors de l'attribution de son contrat.

Le formulaire « Demande de service VPRD », en annexe, doit être remplie, à la réception de l'appel, et acheminée au représentant responsable pour cette division une fois que les travaux sont terminés.

Tout travail, au-delà de trois (3) heures, devra être accompagné d'un rapport justifiant le dépassement du temps obligatoire et devra être signé par le demandeur.

### 12.8.2 Précision pour les travaux sur demande de la Télécom (TIC)

Le temps de transport (aller-retour) additionnel est rémunéré à partir d'un des emplacements d'Hydro-Québec le plus proche du lieu d'intervention. Pour les travaux de déneigement, le fournisseur est rémunéré pour un minimum de trois (3) heures à taux simple. Les taux applicables pour la fourniture, de l'équipement et de la main-d'œuvre sont ceux fournis lors de l'attribution des contrats, sur la liste des prix fixes, applicables aux emplacements d'Hydro-Québec le plus proche du lieu d'intervention.

À la suite de l'appel de demande de services, le formulaire « Demande de service Télécom » sera rempli par le représentant d'Hydro-Québec et acheminé par courriel au prestataire de services, avant que le service soit rendu. Le formulaire reçu devra accompagner votre facture, afin de validations des travaux.

Tout travail, au-delà de trois (3) heures, devra être obligatoirement accompagné d'un rapport justifiant le dépassement du temps. Ce rapport devra être signé par le demandeur.

## 13 FACTURATION

Le fournisseur doit envoyer sa facture aux moments convenus et selon les modalités indiquées sur le site d'Hydro-Québec : [www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html](http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html)

Une facture détaillée doit comprendre, au minimum, les éléments suivants :

- Le nom et le numéro du fournisseur (émis par Hydro-Québec) ;
- La date de la facture ;
- Le numéro et la désignation de l'installation ;
- Le CII du gestionnaire (fourni dans la fiche de demande de services) ;
- Le détail de la facturation selon le mode de réalisation ;
- Le numéro de commande (10 chiffres qui débutent par 45XXXXXXXX) ;
- La période de facturation ;
- Le montant total de la partie forfaitaire seulement tel que mentionné au formulaire de soumission ;
- Le montant de la période facturée ;
- Les preuves de transport (coupons, reçus) à un site de dépôt de neige autorisé (si applicable) ;
- Le montant total de la facture (toutes taxes exclues) ;
- Les taxes applicables (TPS et TVQ), indiquées séparément, avec leur numéro d'inscription ;
- Le montant total de la facture (toutes taxes incluses).

Les travaux réalisés sur demande devront faire l'objet d'une facture séparée accompagnée d'une feuille de présence ou d'un rapport quotidien signé par le représentant d'Hydro-Québec.

Si le fournisseur ne se conforme pas à ces exigences, Hydro-Québec peut refuser cette facture et la retourner pour correction ou rectification.

La facture, accompagnée des copies de toutes les pièces justificatives, doit aussi être transmise par courriel au responsable de l'administration de contrat d'Hydro-Québec dont les coordonnées seront indiquées lors de l'attribution.

### 13.1 Fréquence

Conformément aux dispositions de la section paiement et réceptions des travaux des clauses générales (CG), les factures du fournisseur devront être soumises selon les options de répartitions établies et convenues lors de la réunion de démarrage avec le représentant d'Hydro-Québec.

Le fournisseur doit transmettre ses factures à trois reprises durant la saison et ce, pour la durée du contrat.

Les dates de l'envoi des factures à chaque saison sont les suivantes :

- Envoi de la première facture avant le 15 décembre;
- Envoi de la deuxième facture à partir du 15 février;
- Envoi de la troisième facture dès l'obtention de l'approbation du représentant d'Hydro-Québec pour la terminaison des travaux de nettoyage printanier et de remise en état des lieux.

#### 13.1.1 Vérification



Un paiement fait par Hydro-Québec ne constitue pas une acceptation ou une attestation de la conformité de l'exécution du contrat aux exigences des documents d'appel au marché. Le paiement ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Hydro-Québec se réserve notamment le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au contrat.

#### 13.1.2 Retard



Les sommes dues au fournisseur ne portent pas intérêt et le fournisseur ne peut en aucun cas exiger le paiement de pénalités ou de frais supplémentaires en raison d'un retard de paiement d'Hydro-Québec.

### 13.2 Paiement

Dans le cadre du présent contrat, les dispositions spécifiques applicables sont celles des contrats de services selon les dispositions spécifiques de l'article 13. PAIEMENTS, RÉCEPTION DES TRAVAUX ET TERMINAISON DES SERVICES des clauses générales (CG). Si le décompte est conforme, Hydro-Québec acquittera la facture correspondante trente (30) jours après sa réception, déduction faite de la retenue de garantie, des retenues spéciales et de toute somme que le fournisseur peut lui devoir. Hydro-Québec se réserve le droit de corriger ou rectifier tout décompte périodique lors de l'établissement des décomptes subséquents.



Le solde du dernier versement sera payé à la suite de l'acceptation du représentant d'Hydro-Québec des travaux de nettoyage printanier et de remise en état des lieux et pour les réparations des dommages et/ou des pénalités, s'il y a lieu.

### 13.3 Retenue en cas de défaut du fournisseur

Tout dommage causé par le fournisseur aux installations au cours de l'exécution des travaux devra être réparé à ses frais. Hydro-Québec peut exiger du fournisseur que ces réparations soient effectuées par un tiers (personne ou entreprise qualifiée pour le travail à réaliser).

Hydro-Québec aura le droit de retenir et compenser toutes les sommes dues à même les sommes qu'elle devra ou pourra devoir. À la fin de chaque saison, s'il y a des réclamations pour dommages à la propriété d'Hydro-Québec, Hydro-Québec pourra libérer à son gré une partie du dernier versement et retenir en garantie un montant qu'elle jugera suffisant jusqu'à ce que tous les dommages aient été réparés ou payés à

la satisfaction du représentant d'Hydro-Québec, à défaut de quoi les réparations seront exécutées et facturées à même la retenue.

Si le fournisseur n'exécute pas les travaux ou ne respectent pas les exigences de prestation selon les prescriptions du contrat et à la satisfaction du représentant d'Hydro-Québec, une pénalité de 5 % du prochain paiement pourrait être appliquée pour chaque exigence non réalisée jusqu'à un maximum de 30 %. Le montant minimum d'une pénalité est de 500,00 \$. Cette retenue est non-remboursable.

Si Hydro-Québec est dans l'obligation d'appliquer les dispositions de l'article 17. DÉFAUT – RETRAIT – RÉSILIATION des clauses générales (CG), elle fera exécuter les travaux par un tiers et portera au compte de l'attributaire les coûts occasionnés.

## **14 GESTION DE LA QUALITÉ**

Les exigences relatives à la gestion de la qualité applicable aux travaux du présent contrat sont en mode Assurance Qualité.

Les particularités relatives à la gestion de la qualité se rapportant au contrat sont indiquées au sein du présent document.

Le fournisseur est responsable de l'implantation et du bon fonctionnement des processus et procédures pour satisfaire aux exigences de qualités du présent contrat.

Hydro-Québec évalue la qualité des services rendus par le fournisseur durant l'exécution du contrat et soumet son évaluation lors de la dernière réunion de suivi bimensuelle en fin de saison. Le fournisseur peut adresser verbalement ou par écrit ses commentaires, le cas échéant.

### **14.1 Droit de gérance d'Hydro-Québec**

Le représentant d'Hydro-Québec est autorisé à contrôler la qualité et la quantité de la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel servant à l'exécution des travaux en tout temps. Le fournisseur doit prendre toute mesure que le représentant d'Hydro-Québec juge nécessaire pour assurer une utilisation économique et efficace de cette main-d'œuvre et des matériaux et outillages. Hydro-Québec peut faire des appréciations et donner des précisions du point de vue des priorités, des urgences ou encore des délais et ses décisions sont sans appel. De plus, dans les limites permises par la loi, le fournisseur doit favoriser l'embauche locale en fonction du lieu des services.

### **14.2 Non-conformités et déficience**

Le fournisseur est responsable de la qualité des services et effectue tous les contrôles qualité, essais et épreuves exigées et celles qu'il juge autrement requises pour fournir un service conforme aux exigences. Les non-conformités relevées à une partie quelconque des services sont transmises au fournisseur par écrit par le représentant d'Hydro-Québec. Le fournisseur doit proposer un traitement ou une action corrective et transmettre cette proposition par écrit, pour validation, au représentant d'Hydro-Québec. À la suite de l'approbation du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur exécute le traitement retenu tel qu'approuvé et le soumet, pour inspection, au représentant d'Hydro-Québec.

S'il y a un manque de la part du fournisseur ou que les résultats ne sont pas à l'entière satisfaction du représentant Hydro-Québec, la procédure suivante est appliquée :

- Avis verbal de non-conformité : Un avertissement verbal est donné au représentant du fournisseur indiquant que le manquement doit être réglé à l'intérieur du délai indiqué par le représentant d'Hydro-Québec ;
- Avis écrit de non-conformité : Par la suite, un premier avis de non-conformité écrit faisant état de la situation est transmis au fournisseur pour tous problèmes récurrents. Le manquement doit être réglé à l'intérieur du délai indiqué par le représentant d'Hydro-Québec. Un plan d'action peut être exigé par le

représentant d'Hydro-Québec. Le fournisseur devra transmettre celui-ci dans un délai de quarante-huit (48) heures.

- Par la suite, l'employé récidiviste est expulsé du site d'Hydro-Québec, perd son droit d'accès aux sites d'Hydro-Québec et un avis de pénalité minimal de 500 \$ est envoyé au fournisseur ;
- Rencontre de non-conformité et avis final : Une rencontre impliquant le représentant d'Hydro-Québec ainsi que le représentant du fournisseur est tenue afin de régler le différend.

Le fournisseur s'expose à la résiliation en tout ou en partie de son contrat si Hydro-Québec lui émet trois (3) avis de non-conformité écrits au cours de la validité de son contrat. Les non-conformités doivent être récurrentes pour un contrat précis. Les modalités de non-conformités et déficiences sont aussi applicables pour les consignes concernant l'environnement et la santé et sécurité ainsi que pour le refus du fournisseur de se présenter pour effectuer des travaux dans une installation prévue au contrat.

Dans la mesure où le contrat est résilié en tout ou en partie pour cause de défaut dans un délai de deux (2) ans précédant la date de lancement du prochain appel de propositions provincial pour des services de déneigement dans les installations d'Hydro-Québec, Hydro-Québec se réserve le droit de refuser la proposition du fournisseur pour le territoire visé lors de la résiliation.

## **15 SOUS-TRAITANCE**

Le fournisseur ne peut sous-traiter le présent contrat ou une partie de celui-ci sans le consentement écrit du représentant d'Hydro-Québec. À défaut de se conformer à cette obligation, Hydro-Québec pourra appliquer les dispositions de l'article 17. DÉFAUT – RETRAIT – RÉSILIATION des clauses générales (CG) pour contrat de services spécialisés.